



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°148 6 MARS 2019

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**RWANDA :
LANCEMENT
DU PREMIER
SATELLITE
RWANDAIS**

**TCHAD : OLAM
COMMENCE A
VERSER LES
IMPAYES RECLAMES
PAR LES
COTONCULTEURS**

**GHANA : LE TONNAGE
DU FRET MARITIME EN
PROGRESSION DE 8 %
EN 2018, TIRE PAR LES
EXPORTATIONS**

**KENYA : TENDANCE
A LA BAISSSE DU
COUT DE
REFINANCEMENT DE
LA DETTE PUBLIQUE
DOMESTIQUE**

**TANZANIE : OCTROI
D'UN PRET PAR LA
BANQUE AFRICAINE DE
DEVELOPPEMENT AFIN
DE FINANCER UN
NOUVEL AEROPORT A
DODOMA**

**LIBERIA :
CROISSANCE
ECONOMIQUE
ESTIMEE A 3 %
EN 2018**

**CAMEROUN :
D'IMPORTANTES
EMISSIONS DE TITRES
PUBLICS POUR FAIRE
FACE AUX TENSIONS DE
TRESORERIE**

**ETHIOPIE :
INAUGURATION
DU PARC
INDUSTRIEL DE
DEBRE BIRHAN**

**NIGERIA : LE PAYS
CLASSE PARMIS LES
MARCHES LES PLUS
COMPLEXES A
PENETRER POUR LES
ENTREPRISES**



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

- ▼ 15 M USD de la Banque africaine de développement (BAfD) au fonds Verod Capital Growth III en faveur des PME en Afrique de l'Ouest anglophone

Le fonds *Verod Capital Growth III*, géré par le nigérian *Verod Capital Management*, fondé en 2008, vise une capitalisation de 150 M USD pour des investissements compris entre 5 et 20 M USD. Des entreprises de taille intermédiaire de la sous-région, axées sur la consommation directe (industries légères, biens de consommation, éducation, services financiers, agroalimentaire), seront ciblées. La BAfD est déjà impliquée dans ce domaine à travers l'*Africa SME Program* actuellement en cours, d'une enveloppe totale de 125 M USD. Au Nigéria, les PME emploient plus de 80 % de la population active et contribuent à près de 50 % de la production nationale.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Kenya : tendance à la baisse du coût de refinancement de la dette publique domestique

Les taux d'intérêts pratiqués sur les bons à très courte maturité – 91 jours – émis par le trésor kenyan sont passés en dessous de la barre des 7 % en février, pour atteindre 6,89 % lors de l'émission en date du 28 février 2019 (contre 8,05 % un an auparavant). Alors que la dette domestique représente 24,6 Mds USD, soit 49 % de l'endettement total, et que près de 43 % de la dette domestique, soit 10,4 Mds USD, devrait arriver à maturité au cours de cette année, le recours aux titres de dette à maturité courte est crucial pour le Trésor. Ces titres sont d'autant plus nécessaires qu'ils permettent de limiter le coût de refinancement de la dette en comparaison aux maturités plus longues, dont les taux associés sont généralement supérieurs. Enfin, ces bons à très courte maturité raccourcissent mécaniquement la maturité moyenne de la dette domestique - aujourd'hui de 4,7 ans- et *de facto* la maturité de la dette publique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le Président de la République sortant, Muhammadu Buhari, réélu avec 56 % des votes

Suite à l'annonce de sa réélection, le Président Buhari a rappelé sa volonté de renforcer la sécurité, restructurer l'économie et combattre la corruption. La réaction des marchés a été limitée avec une baisse de 1,4% de la bourse nigériane et une légère appréciation du taux de change officiel de 306,35 NGN/USD à 305,85 NGN/USD, le taux du marché parallèle restant stable à 357 NGN/USD. Les réserves de change représentaient pour leur part 42,4 Mds USD, proches du niveau atteint l'année dernière à la même date. Enfin, la *Purchasing managers index* (PMI) de février 2019 publié par la Banque centrale nigériane s'établit à 57,1 points, soit le 23^{ème} mois consécutif d'expansion.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le tonnage du fret maritime en progression de 8 % en 2018, tiré par les exportations

23 millions de tonnes auraient transité par les ports ghanéens de Tema (67 % des flux maritimes) et de Takoradi (33 %) en 2018 selon l'Autorité ghanéenne des transporteurs maritimes (*Ghana Shippers' Authority*, GSA), soit une hausse de 8 % en glissement annuel. Cette croissance serait davantage tirée par la progression des exportations de marchandises (+24 % en volume) que celle, plus lente, de leurs importations (+1,2 %). Le trafic lié au transbordement vers ou depuis les pays voisins, principalement le Burkina Faso, se serait élevé à 1,1 million de tonnes. En 2019, GSA anticiperait une croissance de 10 % des flux.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : croissance économique estimée à 3 % en 2018

Selon le rapport annuel de la Banque centrale du Libéria, la croissance du PIB en 2018 a été tirée par la hausse de 29 % du secteur minier (12 % du PIB). Le secteur de l'agriculture et de la pêche (26 % du PIB) a cru de 3,5 %, alors que les secteurs des services (46 % du PIB) et manufacturier (7 % du PIB) ont stagné. Le taux d'inflation est passé de 12,4 % en moyenne sur 2017 à 23,4 % en 2018, atteignant 28,7 % au mois de décembre. Le dollar libérien se serait déprécié de 118 LRD/USD à 141 LRD/USD entre fin 2017 et fin 2018. Enfin, grâce à la hausse des exportations majoritairement liées à celles de minerai et face à la stabilité des importations, le déficit de la balance des paiements est passé de 555,8 M USD à 467,6 M USD.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : d'importantes émissions de titres publics pour faire face aux tensions de trésorerie

Le Cameroun a effectué le 27 février 2019 sa plus grosse opération sur le marché régional des titres publics depuis son lancement en 2011, avec une émission de bons du Trésor assimilables (BTA) à 26 semaines, pour un montant de 50 Mds FCFA. Le Trésor public camerounais n'avait jusqu'ici jamais sollicité plus de 10 Mds FCFA par émission de BTA. Cette opération suivait une émission d'obligations du Trésor assimilables (OTA) à 3 ans, pour un montant de 20 Mds FCFA, une semaine plus tôt. Cet enchaînement d'opérations de mobilisation de ressources financières témoigne de l'existence de tensions de trésorerie dans un contexte de diminution des recettes pétrolières et de montée de l'insécurité.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : les services des impôts vont poursuivre en 2019 la dématérialisation des paiements

La Direction Générale des impôts (DGI) va procéder à la dématérialisation de la déclaration statistique et fiscale pour les grandes et moyennes entreprises. Par ailleurs, elle étendra la procédure de paiement par téléphone portable (*Mobile Tax*) à d'autres impôts et taxes, afin de faciliter le paiement aux petits contribuables et sécuriser les recettes. Suivront les différentes opérations de contrôle fiscal, de recouvrement et de contentieux. Depuis la mise en œuvre de la dématérialisation, l'administration fiscale camerounaise se félicite d'avoir amélioré ses performances en mobilisant, en 2018, un montant de 2 200 Mds FCFA contre 1 700 Mds FCFA en 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Ethiopie : autorisation de transactions en devises étrangères au sein des parcs industriels**

La Banque centrale éthiopienne (NBE) autorise désormais les entreprises opérant dans les parcs industriels à réaliser l'achat et la vente d'intrants et de matières premières en devises étrangères. La directive, entrée en vigueur le 4 février 2019, sera effective à compter de mars 2019. Les employés étrangers pourront également être payés et ouvrir des comptes en devises étrangères. Cet assouplissement du cadre réglementaire marque une avancée dans l'assouplissement des contrôles administratifs pesant sur les mouvements de capitaux, ces derniers représentant une barrière à l'entrée significative pour les investisseurs internationaux.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : le pays classé parmi les marchés les plus complexes à pénétrer pour les entreprises**

Le cabinet de conseil américain *Wilson Perumal & Company*, en partenariat avec le *Wall Street Journal*, a publié un Indice de complexités des marchés mondiaux 2019 pour 83 pays. Le rapport définit trois volets de complexité, compris sur une échelle de 0 (faible) à 100 (forte) : la complexité du marché (ciblage des clients et conversion en ventes effectives), opérationnelle (production et distribution des produits) et réglementaire (respect des exigences financières et réglementaires). Le Nigéria se positionne respectivement à la 76^{ème} (-1 place depuis 2013), 78^{ème} (-3) et 80^{ème} (-1) position. Pour rappel, le pays est 146^{ème} sur 190 pays dans le classement *Doing Business* 2019 de la Banque mondiale.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : élections 2020, victoire sans appel de John Mahama aux primaires du *National Democratic Congress* (NDC)**

L'ancien président de la République ghanéenne, John Mahama, a remporté près de 95 % des suffrages exprimés aux primaires du NDC, la principale force politique d'opposition. En 2020, les deux partis de gouvernement pourraient ainsi présenter les mêmes candidats qu'aux élections de 2012 et de 2016, si le Président actuel, Nana Akufo-Addo, décidait de concourir à nouveau. Le bilan de John Mahama à la tête du Ghana demeure terni par les années de crise qui avaient nécessité le recours au FMI. Mais il a conservé malgré tout une certaine popularité auprès de certaines franges de la population, notamment grâce à un fort développement des infrastructures au cours de son mandat.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : inauguration du parc industriel de Debre Birhan**

Le 2 mars 2019, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed et le Président kenyan Uhuru Kenyatta ont participé à l'inauguration du parc industriel de Debre Birhan, situé à 130 km d'Addis-Abeba. Construit par la société chinoise CCCC pour un coût de 75 M USD, ce parc industriel de 1 100 hectares, spécialisé dans les industries textile et agroalimentaire, dispose actuellement de huit hangars de production et devrait permettre de créer 1 000 emplois. Le parc industriel de Debre Birhan représente le 7^{ème} parc industriel sur les douze que l'IPDC (*Industrial Parks Development Corporation*) a prévu de construire afin de soutenir la politique d'industrialisation du pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : blocage de 545 projets gouvernementaux faute d'allocation budgétaire suffisante**

Selon le dernier rapport du *Parliamentary Budget Office*, à la fin juin 2018, 545 programmes gouvernementaux d'un montant total de 3,7 Mds USD étaient à l'arrêt. Si environ 20 % des dépenses associées, soit plus de 720 M USD ont déjà été engagées dans le cadre du budget 2017/18, plus de 2,9 Mds USD sont aujourd'hui nécessaires afin de permettre une réouverture des divers chantiers. Environ 55 % des projets en question concernaient les secteurs de l'agriculture et du développement rural et urbain. En particulier, plus de 193 projets dans le domaine de l'irrigation sont aujourd'hui à l'arrêt faute de moyens. En cause, la sous-allocation budgétaire chronique dont font l'objet certains secteurs, une tendance renforcée par la politique de consolidation fiscale suivie par les autorités.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : octroi d'un prêt de 200 M USD par la Banque Africaine de Développement (BAfD) afin de financer un nouvel aéroport à Dodoma**

Le ministère des Finances et de la Planification, Philippe Mpango, a indiqué avoir reçu la confirmation du Président de la BAfD, Akinwumi Adesina, de l'octroi d'un prêt concessionnel d'un montant de 200 M USD dans le cadre du projet de construction d'un nouvel aéroport à Dodoma. L'aéroport actuel, récemment agrandi, ne peut en effet accueillir que des avions de type petits et moyens porteurs. Ce nouvel aéroport deviendrait le 5^{ème} aéroport international de Tanzanie, aux côtés des aéroports de Dar es Salaam (JNIA), du Kilimandjaro (KIA), de Mwanza (MWZ) et de Mbeya-Songwe (HTGW). Cette annonce intervient dans le cadre du déménagement programmé du gouvernement à Dodoma que le Président Magufuli souhaite achever en 2020.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : lancement de la compagnie aérienne *Ibom Air*, avec la participation de l'Etat d'Akwa Ibom**

L'État d'Akwa Ibom devient le premier État fédéré du Nigéria avec une participation dans une compagnie aérienne commerciale. La flotte serait composée de 3 avions canadiens Bombardier, dont 2 CRJ 900 achetés à l'entreprise *Suncor Energy*, d'une capacité de 63 à 90 places chacun. La ligne desservirait pour le moment Uyo-Lagos-Abuja et sera basée à l'aéroport d'Uyo, capitale de l'Etat, où sont actuellement construits une aérogare, une seconde piste, une voie de circulation, une sous-station électrique et un nouveau bâtiment commercial. Pour rappel, le projet de compagnie aérienne nationale reste en suspens, malgré une allocation à ce dernier de 8,7 Mds NGN (22 M EUR) inscrite au Budget 2019.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : inauguration d'un projet de culture et de transformation de riz en Partenariat public privé (PPP) entre *Joseph Agro Industries* et l'Etat d'Anambra**

Le projet *JOSAN Integrated Rice Mills and Farms*, anciennement *Omor Rice Mill*, fut initié par le gouvernement fédéral en 1997, en collaboration avec la Banque mondiale. Abandonné, il fut transféré au gouvernement de l'État d'Anambra en 2010, qui signa en 2014 l'accord actuel de PPP. Les investissements ont permis de porter la capacité annuelle de 30 000 à 80 000 tonnes (t) de riz paddy, pour un objectif de 120 000 t, avec une capacité finale de 50 000 t de riz blanchi. Pour rappel, le Nigéria était en 2017 le 2^{ème} producteur de riz d'Afrique avec 3,7 Mt produites, mais le 3^{ème} importateur mondial avec 6,4 Mt consommées.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : *MainOne* et *Facebook* signent un accord pour le déploiement de la fibre optique**

Le projet mis en place dans les Etats d'Edo et Ogun (sud du Nigéria) avec un co-financement de Facebook doit être achevé cette année. Ces infrastructures s'ajouteront aux 750 km de fibre optique déjà déployés par le fournisseur nigérian *MainOne*. Selon les estimations, le projet permettrait d'atteindre un million de personnes dans une quinzaine de villes. L'initiative s'insère dans le programme *Facebook Connectivity*, qui vise à augmenter l'accès à l'internet haut débit dans le monde. Au Nigéria, 150 millions de personnes n'y auraient pas accès. Pour rappel, *MainOne* possède un câble sous-marin grâce auquel il est présent dans dix pays africains, dont le Nigéria et le Ghana, où il emploie 600 personnes.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 93,6 Mds FCFA du guichet IDA de la Banque mondiale pour améliorer les conditions de vie en milieu urbain**

Cette enveloppe sous forme de prêt servira au financement du Projet de développement des villes inclusives et résilientes (Pdvir). Il s'agira d'améliorer les conditions de vie en milieu urbain face aux aléas naturels dans sept villes du Cameroun, particulièrement dans certains quartiers pauvres et vulnérables. Il s'agit, entre autres villes bénéficiaires, des communes d'arrondissements de Yaoundé 5 et 7, Douala 3 et Douala 5, des villes de Ngaoundéré, Batouri et Kumba. Le Pdvir prévoit même la réalisation de travaux de voiries et équipements structurants dans les villes de Kumba, Batouri et Ngaoundéré.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la diversification de l'économie par la Chine**

L'Etat congolais et la société chinoise *West African Group* ont signé le 28 février à Brazzaville les actes constitutifs du Fonds national de développement du Congo (FNDC). Détenu à parts égales, il vise à inciter les entreprises chinoises à investir dans le pays et à financer la diversification de l'économie locale tout en préservant la viabilité de la dette. Sont prévus la construction d'infrastructures, le soutien aux collectivités locales, la création de coopératives agricoles dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme, de l'industrie, de la formation et de la santé. Le FNDC s'inscrit dans une nouvelle étape de la coopération sino-congolaise et mobilisera ses ressources financières auprès de partenaires institutionnels.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ethiopie : lancement du programme *EU-Coffee Action for Ethiopia* (EU-CafE)

Au cours de la visite à Manna Woreda (l'une des principales zones de production de café) de l'ambassadeur de l'Union Européenne (UE) en Éthiopie, ce dernier a annoncé le lancement du programme *EU-Coffee Action for Ethiopia* (EU-CafE). D'un montant de 15 M EUR, ce projet vise à soutenir les producteurs éthiopiens afin d'accroître le rendement et d'améliorer la qualité de leurs cultures, notamment via l'introduction de nouvelles semences et de techniques agricoles. Le secteur caféier emploie près de 20 millions d'Éthiopiens et a permis de générer 840 M USD d'exportations au cours de l'année budgétaire 2017/18 (soit 29 % des exportations éthiopiennes).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : volonté des autorités de dynamiser la filière sucrière

Le gouvernement prévoit de doubler sa production sucrière d'ici 2022, et ce dans une volonté de satisfaire la demande locale tout en soutenant une filière exportatrice. Le gouvernement vise un objectif de production de 800 000 tonnes contre 345 000 tonnes actuellement. Afin d'atteindre ces volumes, il a annoncé l'allocation prochaine de 300 000 hectares à des candidats potentiellement intéressés, ouvrant ainsi la voie à de nouveaux acteurs alors que quatre entreprises se disputent aujourd'hui le marché. L'entreprise *Bakhresa Group* devrait prochainement lancer 2 usines dans l'Est du pays pour une production annuelle de 250 000 tonnes.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : stimulation de la production laitière locale induite par les restrictions aux importations

Les producteurs de produits laitiers ont déclaré avoir augmenté leur production de 47 % au cours des cinq derniers mois grâce à une réduction drastique des importations. En octobre dernier, le gouvernement avait adopté une nouvelle réglementation multipliant par 13 les redevances d'importation de lait : en vertu du règlement sur le contrôle des mouvements de maladies animales et de produits d'origine animale, entré en vigueur fin 2018, les importateurs doivent désormais payer 0,75 € par litre contre 0,056 € antérieurement. L'imposition de cette barrière tarifaire vise au soutien de la production locale afin de développer une alternative aux importations de lait, ces dernières ayant totalisé environ 11 M EUR en 2018.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : *Olam* commence à verser les impayés réclamés par les cotonculteurs

1,5 Mds FCFA d'impayés, sur les 6,6 Mds réclamés ont été versés. Une deuxième tranche devrait être versée en mai. Une convention a été signée le 14 janvier 2019, prévoyant la prise en charge du passif de la Cotontchad SN par l'Etat à hauteur de 35,4 Mds FCFA. Les 6,6 Mds FCFA d'impayés du coton des paysans doivent encore faire l'objet d'une convention entre l'Etat et *Olam* et pourraient être pris sur les diverses taxes versées par la compagnie. Pour la campagne 2019-2020, plus de 364 000 hectares potentiels d'ensemencement de coton ont donc pu être recensés, contre seulement 71 000 pour 2018/19.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Ghana : la concession d'*Electricity Company of Ghana (ECG)* débute, les tarifs de l'électricité maintenus jusqu'à juin

Power Distribution Services (PDS), le consortium mené par l'entreprise philippine *Meralco*, a pris officiellement le contrôle du distributeur public d'électricité *ECG*, pour une durée de 20 ans. *PDS* s'est engagé à investir plus de 500 M USD lors des 5 prochaines années, en plus de subventions supérieures à 400 M USD, financées par le *Millenium Corporation Challenge* dans le cadre d'un accord passé avec le gouvernement ghanéen. Les tarifs d'électricité, qui restent fixés par la *Public Utilities Regulatory Commission*, sont maintenus jusqu'en juin. Pour information, le déficit global des entreprises publiques de l'énergie, *ECG* compris, représenterait entre 700 et 900 M USD.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : lancement de la production des mines de fer de Marampa par *SL Mining Ltd*

Le projet minier de Marampa se situe dans le district de Port Loko, au nord du pays. Il est mené par *SL Mining*, filiale locale du groupe américain *Gerald*, maison de négoce de métaux indépendante. Cette dernière s'était vue attribuée en 2017 un permis d'exploitation minière de 25 ans renouvelable. La première phase du programme d'investissement, qui vient d'être complétée, doit permettre d'extraire 2 millions de tonnes de minerai de fer chaque année, puis 6 millions une fois la deuxième phase terminée, pour un engagement cumulé de 300 M USD pour l'entreprise. Aujourd'hui, plus de 650 personnes travailleraient pour *SL Mining*. L'industrie minière représente près de 80 % des exportations de la Sierra Leone.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : l'exploration du bloc pétrolier Marine XXI attribuée à l'américain *Kosmos Energy*

Le contrat de partage de production du permis d'exploration offshore du bloc Marine XXI a été attribué, le 4 mars, à la société américaine *Kosmos Energy*. Ce bloc, d'une superficie de 2 351,42 km² et une profondeur d'eau de 3 000 m, avait été mis sur le marché lors de la promotion du domaine minier congolais entre 2016/17. *Kosmos Energy* est la deuxième société pétrolière américaine à opérer dans le pays après *Chevron*.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Services

▼ Rwanda : lancement du premier satellite rwandais

Le 27 février a été lancé le satellite du fournisseur de connectivité internet britannique *OneWeb*, par lequel l'équipement télécom rwandais a été propulsé depuis le centre spatial de Kourou en Guyane. Au-delà du raccordement programmé d'écoles au réseau internet, le satellite aidera aussi à désenclaver les communautés reculées dans lesquelles lesdites écoles sont situées. Investir dans les technologies spatiales fait partie de l'objectif de réduction de la fracture numérique au sein du territoire national via l'intégration des communautés rurales et éloignées du réseau. L'enjeu est de taille, d'autant plus que le taux d'urbanisation du pays ne dépasse pas les 20 %. Selon la ministre des TIC et de l'Innovation, Paula Ingabire, cette initiative s'insère dans la stratégie nationale de développement visant à faire du Rwanda une plateforme régionale pour l'innovation technologique.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : lancement de la concession des RN I et II

La concession des routes nationales (RN) 1 Pointe-Noire-Yié (535km) et 2 Brazzaville-Ouessou (830km), ainsi que leurs jonctions, a été lancée le 1^{er} mars en présence du Président de la République. Les deux sociétés partenaires de la société concessionnaire La Congolaise des routes, CSCEC et Egis road opération Congo, vont assurer respectivement l'entretien et l'exploitation des tronçons concédés durant une période de 30 ans. Pour l'heure, seule la RN1 est sous concession, la RN2 devra être entièrement réhabilitée pour être intégrée. Les tarifs, appliqués aux 11 postes de péage installés, sont jugés élevés par la société civile (1 500 FCFA pour les berlines, 40 000 FCFA pour les poids lourds à partir de 3 essieux).

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Ethiopie : dîner de levée de fonds pour le financement de projets d'infrastructures à Addis-Abeba**

Le Premier ministre Abiy Ahmed a annoncé la tenue d'un dîner de levée de fonds (ou « *Dinner for Sheger* ») pour la réalisation de plusieurs projets urbains à Addis-Abeba. Ce dîner, dont la contribution de chaque invité (chefs d'entreprises, hommes d'affaires, représentants d'organisations internationales et diplomatiques, etc.) s'élève à 180 000 USD, se déroulera au Palais national. L'objectif affiché par le Premier ministre serait de récolter 35 à 180 M USD sur les 1 Md USD nécessaires au financement de ces projets, tels que l'aménagement des berges de la ville (89 M USD).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : limogeage de plusieurs hauts responsables de la fonction publique**

Dans le cadre de la fusion du ministère des Finances et du Budget (MFB) et du ministère de l'Economie et du Plan (MEP), regroupé sous l'autorité du ministère de l'Economie, des Finances et du Budget (MEFB), le Conseil des Ministres a limogé le 27 février tous les secrétaires généraux, directeurs généraux, directeurs centraux et directeurs régionaux des deux ministères. C'est également le cas du Président du Conseil d'administration (PCA) de la compagnie nationale d'électricité *Jirama* et des hauts responsables du ministère de l'Aménagement du territoire et des Travaux publics. Un audit des récents recrutements d'agents contractuels au MEFB est en cours et la nomination aux hautes fonctions de l'Etat fait dorénavant l'objet d'un appel à candidature.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : le Tchad ferme sa frontière avec la Libye**

Le ministre tchadien de la Sécurité, Mahamat Abba Ali Salah, a annoncé depuis Kouri Bougoudi, une localité du nord-ouest du pays, que la frontière entre le Tchad et la Libye resterait fermée jusqu'à nouvel ordre.

✉ couleaudc@afd.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

